

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 280 – VENDREDI 5 FÉVRIER 2016

PÂQUERETTE GLINGLIN

Valls à la BBC : « *L'état d'urgence, c'est l'affaire d'une génération.* »  
Dis, M'sieur, c'est quand la Saint Glinglin? ●

AGENDA MILITANT

→ février-mars

Isère-Savoie [La Sociale, avant-premières](#)

→ 8 février

Nîmes [Charonne, février 62.](#)

→ 9 février

Castres [Quarante ans de trajectoire néolibérale...](#)

→ 10 février

Le Mans [Merci, patron!](#)  
Poitiers [Les coups d'État modernes en Amérique latine](#)

→ 13-14 février

Bordeaux [La classe ouvrière, c'est pas du cinéma](#)

→ 14 février

Rennes [Capitaine Thomas Sankara](#)

→ 16 février

Nîmes [Une expérience citoyenne à Saillans](#)

À LIRE SUR  
[communistesunitaires.net](#)

→ Mondialité

[Amériques latines, infos et actu.](#) Nils Solari

## L'autre guerre syrienne

Il est beaucoup question chez nous de la guerre livrée par la coalition à Daech, mais beaucoup moins de l'autre guerre syrienne, la plus ancienne, celle qui résulte, après de multiples mutations, de l'insurrection démocratique de mars 2011. Celle qui jette sur les routes, et en mer, des milliers de réfugiés. C'est pourtant de ce conflit, à l'ouest du pays, là où n'est pas ou peu Daech, que se joue le sort du régime. Et c'est là que l'aviation russe intensifie actuellement ses bombardements. Selon Moscou, 875 cibles auraient été atteintes en quatre jours, en ce début février. Les positions rebelles à Alep, Idlib, Homs, Hama auraient été considérablement affaiblies, tandis que le régime maintenait un siège assassin sur des populations affamées. L'intensification des raids est intervenue au moment même où s'ouvrait, sous l'égide de l'ONU, une nouvelle tentative de négociation à Genève. Un rendez-vous auquel s'était finalement rendue une délégation de l'opposition avec, précisément, pour principale condition que cessent les bombardements russes et qu'une aide humanitaire soit apportée aux populations assiégées. C'est le contraire qui s'est produit.

Le discours de Moscou, qui est exactement le même que celui de Damas, consiste à qualifier de "terroristes" tous les opposants au régime syrien. Une technique de communication qui rappelle celle de Netanyahou contre les Palestiniens. Mais si Moscou a en effet délibérément torpillé les négociations, les Occidentaux, et notamment la France, n'avaient pas mis non plus tous les atouts du côté de la paix. Paris, sous la pression de la Turquie, avait tout fait pour écarter les Kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD) du rendez-vous de Genève. C'est que le parti kurde syrien est accusé par la Turquie d'être un allié du régime de Bachar. Les Kurdes, qui constituent la principale force de résistance sur le terrain dans l'autre guerre, celle contre Daech, ne poursuivent en réalité qu'un seul but : leur indépendance. Et c'est bien là la vraie raison de leur exclusion. Sur l'autre front, les espoirs se reportent maintenant sur la réunion, le 11 février, du groupe international dit "de soutien" à la Syrie. Preuve que la crise syrienne se joue maintenant entre les grandes puissances et les capitales régionales. Tout le monde sauf les Syriens... et les Kurdes. Objectif : la formation d'une autorité de transition dans six mois, et une élection présidentielle mi-2017. Avec toujours la même et lancinante question : avec ou sans Bachar Al-Assad ?



● Denis Sieffert

Directeur de l'hebdomadaire *Politis*.

# Faire société autour d'un projet d'émancipation

**Les communistes unitaires tenaient le 23 janvier l'assemblée générale de leur association. Voici l'une des introductions présentées à cette occasion, sur la situation politique globale.**

Il y a un an, nous tenions notre précédente assemblée générale au lendemain des attentats meurtriers de *Charlie-hebdo* et de l'hyper casher et à la veille des grandes manifestations du 11 janvier, dont certains pensaient qu'elles pouvaient être le point de départ d'une nouvelle mobilisation citoyenne interrogeant le monde dans lequel nous vivons.

Novembre 2015 : nouveaux attentats avec le bilan effroyable que nous connaissons. La réponse sécuritaire, les discours guerriers sont à nouveau mis en avant comme seules réponses possibles à la situation. Sous l'injonction de Manuel Valls, nous sommes sommés de ne pas réfléchir aux causes profondes de tels actes. Expliquer serait commencer à excuser.

## **Une société qui exclut favorise la violence**

Il y a pourtant un besoin énorme de comprendre. Interrogé dans *Ouest-France*, Raphaël Liogier, sociologue, chercheur au CNRS, auteur de *La guerre des civilisations n'aura pas lieu*, explique que les jeunes attirés par le djihad ne sont pas des musulmans radicaux, mais des jeunes frustrés dans leur existence. Ils ont souvent un passé de délinquants, ne parlent pas l'arabe, n'ont pas

d'éducation théologique. Ils partent pour vivre l'aventure, recherchent le danger. Daech, dont la propagande n'est pas fondée sur l'idéologie religieuse, s'adresse à ceux qui se sentent stigmatisés et qui haïssent la société qui semble les rejeter.

**“Les enfants du chaos”  
sont à la fois  
le produit du désordre  
international  
et de l'état de nos  
quartiers populaires,  
de cette jeunesse  
privée d'avenir.**

Par étapes, Daech leur dit que leurs échecs sont dus à cette société et qu'ils ont été choisis pour un destin plus grand. Petit à petit, pour certains, le djihad devient désirable. Raphaël Liogier termine en disant qu'au lieu d'un discours condescendant et guerrier comme celui de Manuel Valls, on a besoin de s'intéresser aux désirs d'être des personnes, au désir de participer à une histoire collective, dans laquelle chacun aurait sa place. Les enfants du chaos, comme dirait le sociologue Alain Bertho, sont à la

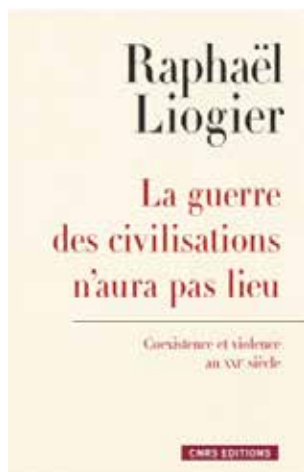
fois le produit du désordre international et de l'état de nos quartiers populaires, de cette jeunesse privée d'avenir.

## **Les va-t-en-guerre créent le désordre mondial**

L'exode massif des peuples qui fuient les guerres et la terreur a révélé l'état dans lequel les interventions successives des grandes puissances ont laissé la région du Moyen-Orient. C'est bien sur le chaos généré par ces interventions qu'est né Daech. En Syrie, en Irak, en Lybie, au Nigeria, au Mali, l'État Islamique s'installe dans l'imaginaire politique du monde, nous dit Alain Bertho, et se renforce à chaque offensive, se re-légitime à chaque tentative de coalition pour le combattre.

Au lieu de redonner une légitimité à l'Assemblée générale des Nations Unies, quelques États, dont la France, continuent de s'arroger le droit de jouer les gendarmes du monde sans associer les peuples concernés à leurs stratégies de va-t-en-guerre, et sans avoir de vision à long terme de retour à des situations de paix.

Détruire l'Irak, fermer les yeux sur le massacre du peuple palestinien, intervenir en Lybie sans stratégie de paix, commercer avec le Qatar et l'Arabie Saoudite, ne pas soutenir les Kurdes, et, pour ●●●



*La guerre des civilisations n'aura pas lieu - Coexistence et violence au XXI<sup>e</sup> siècle, Raphaël Liogier, CNRS éditions, janvier 2016.*

●●● finir, manifester le 11 janvier 2015 avec des dirigeants du monde entier dont une partie sont responsables du désordre mondial : si nous voulons changer ce monde, il est temps de reconstruire une nouvelle visée internationaliste.

La France, qui participe à ce chaos mondial, est devenue un terrain favorable au djihad. Favorable aussi parce qu'une génération des quartiers populaires se sent exclue d'un avenir commun. C'est ce que nous avaient révélé les émeutes de 2005. Comment ne pas avoir la rage quand les policiers responsables de la mort de Zied et Bouna sont relaxés, comme celui qui a tué ce jeune d'une balle dans le dos ?

### La crise systémique nourrit le chaos

Raphaël Liogier et Alain Bertho convergent dans cette idée : « *sans politique il n'y a ni chemin vers l'avenir, ni construction d'un destin commun (...) Il ne s'agit pas seulement de s'indigner, mais d'identifier des possibles et de donner un sens et une subjectivité commune à ces résistances multiples. C'est à ce prix que la radicalité contemporaine œuvrera à la resymbolisation du destin de l'humanité et qu'elle résistera à la tentation du sacré et du martyr. Car face au chaos institutionnel et économique et au terrorisme du désespoir qu'il engendre, il est urgent de faire reculer la peur et d'incarner des espérances. Il est urgent de donner confiance dans un nouveau récit.* »<sup>1</sup>

1. In *Les enfants du chaos*.

Lors de notre réunion de janvier 2015, nous écrivions ceci : « *Le capitalisme se nourrit des crises et la crise permanente est devenue une sorte de mode de gouvernement appelé à justifier sans cesse des mesures d'exception, des renoncements sociaux et démocratiques sous peine d'une désintégration de la société. Dans le même temps il existe bien une crise et elle ne peut être appréhendée que comme une crise systémique et globale* ». Disons-nous assez que l'état d'urgence est le produit de cette crise ? État d'urgence qui va bientôt devenir état d'urgence à perpétuité si nous lais-

## Si nous voulons changer ce monde, il est temps de reconstruire une nouvelle visée internationaliste.

sons faire sa prolongation et sa constitutionnalisation. Valls n'a-t-il pas annoncé la poursuite de l'état d'urgence jusqu'à la fin de Daech ?

Perquisitions, assignations à résidence, interdictions de manifester ont pour but de nous diviser, comme l'affaire de la déchéance de nationalité, et de museler le mouvement social. Les dommages collatéraux se développent : multiplication des actes racistes, mort de Babacar, tué par un policier de la Bac à Rennes qui n'a pas su faire face à un homme en

détresse psychologique, condamnation des Good Year à 2 ans de prison dont 9 mois fermes pour avoir lutté pour le maintien de la production en occupant l'usine en compagnie de deux cadres...

### Des points d'appui pour de vrais enjeux

Reconstruire l'unité des dominés et des exploités est une tâche urgente. Cela peut paraître hors de portée quand on nous assène tous les jours que nous n'avons rien à voir avec ces hommes et ces femmes qui auraient une conception fanatique de leur religion et que se multiplient les actes islamophobes. En même temps, un sondage de la Maison des potes montre que les Français veulent renforcer la lutte contre les discriminations. Il est quand même positif que, dans un contexte difficile, 56 % des répondants se déclarent favorables à la régularisation des travailleurs sans papiers, que 82 % soient favorables à garantir la même rémunération et la même retraite pour tous, quelle que soit la nationalité, que 80 % soutiennent le renforcement des sanctions contre les employeurs coupables de discriminations ou encore que 48 % soient favorables au vote pour tous les étrangers résidant depuis 5 ans aux élections municipales et européennes. Même si nous revendiquons le droit de vote pour les étrangers pour toutes les élections, ce sondage montre qu'il y a des points d'appui.

Cependant, reconstruire l'unité des dominés et des exploités nécessite de prendre à bras le corps ●●●

●●● la question du dépassement du système et de commencer à produire des éléments d'une vision cohérente de la société, pour ne pas en rester à des luttes défensives sans lendemain. Cette idée portée par les communistes unitaires n'est pas nouvelle. Elle devient de plus en plus cruciale à un moment où la tentation de se donner des objectifs aussi peu ambitieux que "sauver la gauche" au sens de "toute la gauche" peut paraître pour certains la solution, y compris dans nos rangs au sein d'Ensemble !

En même temps l'idée que l'heure est à la refondation est très partagée au sein du Front de gauche, et bien plus largement. C'est donc un moment propice pour les débats. Être à la hauteur de l'enjeu nécessite de ne pas se laisser enfermer dans des cadres qui n'autoriseraient que le débat sur le choix d'un candidat pour 2017, et qui laisseraient de côté les enjeux du dépassement du système. Les forces du capital ne s'embarassent pas de savoir qui est aux manettes du gouvernement pour faire valoir leur propre projet.

### **Surenchère libérale, casse du droit du travail, recul démocratique**

Aidé par Macron qui affirme que « *la vie d'un entrepreneur est souvent bien plus dure que celle d'un salarié, il peut tout perdre lui et il a moins de garanties* », le Medef multiplie les exigences et appelle à mettre en place un « *contrat de travail agile* ». Gattaz considère le CDI comme un « *contrat du siècle précédent, structurellement inadapté à notre économie contemporaine* ». Licencié pour mieux

employer, sous entendu mieux exploiter, avoir un volume d'emploi qui s'ajusterait le plus vite possible à toute évolution de la production, un travail "liquide" à l'image du capital sur les marchés financiers, c'est avec ce projet que le Medef aborde la réforme du code du travail. Fin des 35 heures, du CDI, ubérisation de l'économie... si nous en restons à la défense des acquis et si nous ne portons

**« sans politique il n'y a ni chemin vers l'avenir, ni construction d'un destin commun (...) Il ne s'agit pas seulement de s'indigner, mais d'identifier des possibles et de donner un sens et une subjectivité commune à ces résistances multiples. »**

pas un autre projet, nous risquons d'être à nouveau balayés par la vague libérale.

Cette flexibilité à outrance vise à assurer profits, bénéfices et rémunérations des actionnaires. Mais elle a un prix, celui de la marginalisation des collectifs de travail, et du travail lui-même à un moment où on a besoin de toutes les capacités humaines, de l'ouvrier à l'ingénieur pour

faire face à des tâches de plus en plus complexes.

Quant au rapport Combexelle sur la négociation collective, le travail et l'emploi, rendu au Premier ministre en septembre dernier, il vise à transformer en profondeur la conception de la négociation sociale. Traditionnellement, la loi est au sommet de la pyramide, les accords de branche ne peuvent qu'offrir aux salariés des garanties supérieures ou égales à la loi, et les accords d'entreprises eux-mêmes ne pouvant être que plus favorables aux accords de branche. Ce principe de faveur a déjà reçu des coups de butoir et est déjà remis en cause, les salariés des entreprises ou des branches où les rapports de force syndicaux sont moins importants en font déjà les frais. À l'heure où on met en prison les syndicalistes qui luttent pour maintenir leurs activités de production, on peut légitimement s'interroger sur la conception de la démocratie que portent certains.

Plus que la défense du code du travail tel qu'il existe (cf la campagne CQFD<sup>2</sup>), nous avons besoin de promouvoir un projet de société où le travail est sécurisé et la formation intégrée au travail, loin du plan Hollande de formation des chômeurs destiné à les faire disparaître des statistiques du chômage.

### **Sortir des sentiers battus Se réapproprié la politique**

Aujourd'hui la société reconnaît des périodes de vie "hors travail" et ●●●

2. [cqfd-lesite.fr](http://cqfd-lesite.fr)



*Les enfants du chaos, essai sur le temps des martyrs, Alain Bertho, janvier 2016.*

●●● les rémunère : chômage, congés maladie, congé maternité, ou paternité, allocations familiales, retraite. La cotisation sociale permet cette rémunération. Il est temps maintenant d'étendre les possibilités de rémunérer les activités "hors travail", de développer la cotisation sociale, et, dans un même mouvement, de remettre en question la propriété lucrative. L'appropriation par les salariés eux-mêmes de leurs outils de travail a commencé avec les SCOP (voir les dossiers de *Cerises* à ce sujet<sup>3</sup>), donnons à ce mouvement force politique. Il s'agit que les travailleurs puissent eux-mêmes décider de l'organisation de leur travail, de leur choix d'investissement, de production, et que la démocratie sur le lieu de travail devienne le moteur de l'engagement de chacun plutôt que de perdre sa vie à la gagner, comme cela se passe pour de nombreux salariés soumis à une exploitation infernale de leur force de travail.

S'il y a d'autres champs sur lesquels il est urgent de travailler pour donner corps à une autre vision de la société, et s'il est vain de vouloir hiérarchiser les combats, la question du travail demeure structurante. De plus, la conflictualité sociale, sans prendre la dimension des grands mouvements contre les réformes des retraites ou contre le CPE, continue d'exis-

ter sur de nombreuses questions, souvent corporatistes mais pas seulement. Faisons, par exemple, le lien avec la multitude d'initiatives autour des enjeux climatiques et de l'idée qu'il faut changer le système pour sauver le climat. La recherche d'alternatives concrètes sans attendre le bon vouloir des dirigeants du monde entier trace un chemin d'émancipation. La crise écologique ne peut se

### **Inventons les initiatives qui permettent, à partir des forces existantes, de dépasser les cadres actuels trop restreints et à un grand nombre de citoyens de se réappropriier le politique.**

résoudre sans la remise en cause du productivisme lui-même, lequel est lié à l'objectif d'accumulation sans fin du capital. Ainsi, la mise en place de nouveaux rapports à la nature nécessite de bouleverser les rapports économiques et sociaux.

Nous vivons la fin d'un cycle. Les résultats des élections régionales ne sont pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Ils sont l'aboutissement d'un long processus qui se noue autour de l'impossibilité du compromis keynésien, d'où l'échec de la social-démocratie et l'évolution du Parti socialiste qui accompagne désormais les évolutions du système, mais

aussi autour de l'incapacité des forces sociales et politiques à définir un nouveau projet de société. L'effort à produire aujourd'hui est celui-là, plutôt que de se dire que nous serions impuissants face à une irrésistible montée du Front national. Pour construire ce projet, il importe de sortir des sentiers battus, d'aller au-delà de ce que nous avons produit dans le cadre des collectifs unitaires anti-libéraux, ou avec le programme *L'Humain d'abord*. Tirons les enseignements de l'expérience du programme de Thessalonique en Grèce avec Syriza.

Pour que la politique redevienne désirable pour tous les dominés et tous les exploités, nous avons besoin de construire un nouveau récit. Remettons en route les Chantiers d'espoir, ou inventons tout autre initiative qui permette, à partir des forces existantes, de dépasser les cadres actuels trop étroits : il s'agit de permettre à un grand nombre de citoyens de se réappropriier le politique pour reconstruire la visée qui nous fait tant défaut. C'est au prix de cet effort que nous pourrions renouer avec les millions d'abstentionnistes, et les désenchantés de la politique. À l'heure où les alternatives se cherchent, en Grèce, en Espagne, en Grande-Bretagne, au Portugal et même aux États-Unis, ne désespérons pas : les batailles sont en cours, menons les.

3. "Coopératives, marché et transformation sociale", *Cerises* n°153, 28/9/2012

"De la coopérative vers l'appropriation sociale", *Cerises* n°211, 28/3/2014

"Coopératives contre capitalisme : des utopies concrètes ?", *Cerises* n°278, 22/01/2016



# Affirmations démocratiques

**Q**uand tout est sans dessus dessous, il faut prendre un peu de hauteur pour y comprendre quelque chose. Peut-être que la façon dont se pose la question démocratique, ici et maintenant, est pour cela un bon angle d'approche. On reste facilement bloqué sur la conjoncture : l'état d'urgence qui fait suite aux drames des attentats meurtriers qui ont ponctué l'année 2015, l'incertitude majeure d'une période où l'alternative semble bloquée, et qui n'est incertitude que parce que le pire n'est jamais certain.

Or, ce début d'année se caractérise à la fois par une certaine agitation quant aux perspectives politiques, et par une mobilisation, sans doute insuffisante, mais dont les potentialités ne doivent pas être sous-estimées, sur la question démocratique : l'état d'urgence, justement, et le cortège de mesures qui l'entourent, ne passent pas comme une lettre à la poste. Nous étions à travers la France une quarantaine de milliers à défiler (souvent sous la pluie), contre la dérive nationale-autoritaire du gouvernement. Et la bataille n'est pas finie. Il y a un sens à tout cela : quelles que soient les imperfections de notre démocratie (elles sont si nombreuses que le mot "imperfection" semble un euphémisme saugrenu), on ne peut s'en prendre à elle sans susciter des résistances qui expriment un refus positif.

Si elles s'ancrent dans la conjoncture la plus immédiate, les mesures prises ou proposées par le gouvernement Hollande-Valls s'inscrivent dans une logique au long cours. L'autoritarisme est l'aboutissement naturel de la "gouvernance". Si gouverner est un acte technique et non politique, alors tout ce qui empêcherait les experts de faire les choses à leur façon doit être combattu. La

police est le contraire de la politique. Le refus de la politique - c'est à dire de la démocratie - devient logiquement la promotion de la police.

Il y a ces jours ci quarante ans, se tenait le 22<sup>e</sup> congrès du PCF. Tant d'eau a coulé sous les ponts que c'est presque un exercice d'archéologie politique que de l'évoquer. Le vocabulaire de l'époque fleure d'ailleurs bon le XX<sup>e</sup> siècle. Le PCF affirmait alors plus clairement que jamais sa volonté de construire un socialisme démocratique avec la démocratie comme moyen et comme fin. On pourra gloser à l'infini sur les limites de cette démarche, sur les contradictions de cette époque, sur les illusions semées et les désillusions vécues. Il restera cette affirmation que la démocratie, l'expression de la puissance du peuple, est au principe même d'une politique d'émancipation.

On peut considérer qu'il y a un point positif à la politique de Manuel Valls : son choix délibéré et assumé d'en finir avec le Parti socialiste en tant que parti "de gauche". Cela clarifie bien des choses. La gauche est une réalité complexe et mouvante, aux contours assez flous. Affirmer que Hollande et Valls en sont désormais extérieurs

peut avoir un salutaire effet de clarification. Les tentations autoritaires, policières, et, à certains égards, totalitaires du pouvoir provoquent à gauche une opposition bienvenue. Que le refus, même timide, de cette dérive traverse le Parti socialiste montre que les recompositions sont possibles. À travers la lutte contre l'état d'urgence et le pouvoir policier existe un chemin qui permet de rassembler

les forces pour une politique d'émancipation. Ce chemin est le même qui conduira à refuser, avec les pleins pouvoirs à la police, à l'administration et aux experts, ceux des patrons et des financiers.

**À travers la lutte contre l'état d'urgence et le pouvoir policier existe un chemin qui permet de rassembler les forces pour une politique d'émancipation...**

**...Ce chemin est le même qui conduira à refuser, avec les pleins pouvoirs à la police, à l'administration et aux experts, ceux des patrons et des financiers.**

● Laurent Lévy



## Le 30 janvier en France



On continue. [www.nousnecederonspas.org](http://www.nousnecederonspas.org)



● **À lire !** Le mouvement Ensemble ! édite un bulletin trimestriel dont le numéro d'hiver de 28 pages vient de paraître. Au sommaire : le texte issu du dernier Conseil national "Changer le système,

se rassembler, refonder la gauche", des analyses sur la situation politique et sociale française, la justice climatique, la Syrie... En dossier : économie de guerre, le "retour à l'Afrique" de l'armée française, sécurité et paix, désarmement. À télécharger sur [ensemble-fdg.org](http://ensemble-fdg.org), rubrique "le bulletin", et sur [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net), rubrique "Alternative".

● **Sordide.** *Le Monde* daté de jeudi titre, avec la photo d'un cadavre ramassé sur une plage turque : "Réfugiés : 300 enfants sont morts en Méditerranée depuis cinq mois". Et à gauche : "Accord à Bruxelles pour éviter un "Brexit". La juxtaposition est révélatrice d'une Europe sordide, qui accorde au gouvernement britannique les mesures de suppression des

prestations sociales aux migrants, enjoint aux Grecs de ne plus accueillir de réfugiés, continue d'ériger les obstacles autour des frontières, est incapable de coordonner une politique de paix, de solidarité.



● **L'école en question.** La revue trimestrielle du réseau École du PCF « fait appel aux contributions de chercheurs, de militants politiques ou associatifs, de syndicalistes, (...) sur des questions vives pour que l'éducation prenne toute sa place au coeur des débats de société (...) pour mettre l'éducation au service de l'émancipation individuelle et collective ». Le dernier numéro sur le thème : "Tous capables, mais de quoi?", « donne à lire onze contributions parmi lesquelles

celles de Lucien Sève, Danièle Linhart, Elizabeth Bautier... ainsi qu'une interview des ouvriers de Scop'ti (ex Fralib) ». Plus sur [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net), rubrique "Culture Education" et sur [reseau-ecole.pcf.fr](http://reseau-ecole.pcf.fr).

## Cerises

publication de l'Association  
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka.

[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



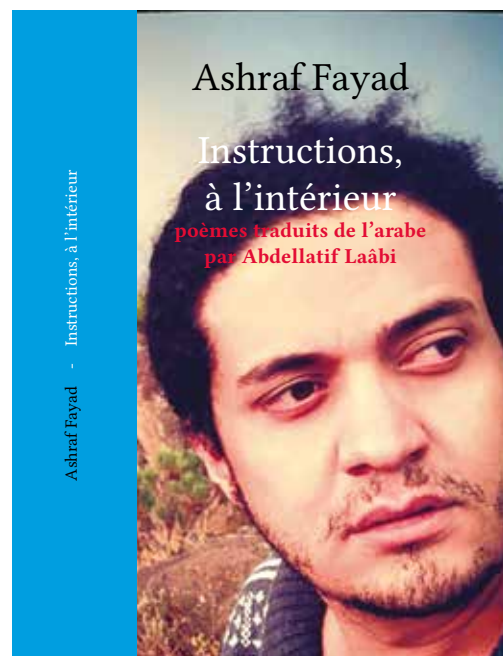
MEDIAPART



Ashraf Fayad

**Instructions,  
à l'intérieur**

**poèmes choisis et traduits de l'arabe  
par Abdellatif Laâbi**



Nous avons été nombreux à nous mobiliser pour essayer d'arracher à la mort le poète palestinien Ashraf Fayad, condamné le 17 novembre dernier, en Arabie saoudite à la peine capitale pour avoir tenu des propos jugés "destructeurs" dans un café et publié des poèmes qualifiés d'athées.

Mardi 2 février 2016, la Cour d'appel a finalement décidé de commuer sa peine en huit ans de prison et 800 coups de fouets !

Cette décision est un premier recul important. Cela nous encourage à poursuivre notre action afin d'exiger qu'Ashraf Fayad ne subisse pas ce sort atroce et qu'il soit libéré.

Le recueil de ses poèmes choisis et traduits par Abdellatif Laâbi va contribuer à faire découvrir aux lecteurs français la voix singulière et forte de ce jeune poète, né en 1980 à Gaza. Ashraf Fayad, dans une poésie d'une grande qualité d'écriture et d'une inspiration tout à fait contemporaine parle de la condition des réfugiés, de l'exil, d'un monde où le pétrole est le seul vrai dieu, avec une vraie verve satirique. Mais sa poésie touche aussi au plus intime, l'amour, les angoisses devant la perte, la mort, l'absence.

*coédition Le Temps des Cerises / La Biennale Internationale des Poètes en Val-de-Marne*

**Pour toute commande groupée effectuée par une association, le prix à l'exemplaire :  
6 euros (contre 10 euros, prix public)**

format : 12 x 17 cm - pagination : 80 pages - ISBN : 9782370 710864 - Distribution librairie : Les Belles Lettres

**Bon de commande**

Nom / organisme.....

Adresse.....

tel : .....courriel.....

à retourner avec votre chèque à Biennale Internationale des Poètes  
8, Promenade Venise Gosnat  
94200 Ivry